

Indépendante de tout parti politique, l'Association No Fracking France a pour objectif d'alerter sur les risques sanitaires et environnementaux inhérents aux explorations/exploitations des gaz et pétrole de schiste et de diffuser une expertise scientifique sur cette problématique.

Nous initions dans ce sens des déplacements sous forme de "Mission d'informations" dans des pays concernés par cette industrie. Après la Pologne en février dernier, nous avons organisé en septembre un déplacement Outre-Atlantique.

Nous sommes partis avec des adhérents de l'Association, des élus (7 Conseillers généraux du Lot et Garonne en Mission Gaz de schiste) et des scientifiques (André Picot, chimiste, Séverin Pistre, hydrogéologue et Alain Ducroux, chirurgien des hôpitaux).

Notre première étape nous a conduit au Québec.

Entre 2007 et 2010, 31 puits ont été forés dans la Vallée du Saint-Laurent, dont 18 fracturés, à l'insu de la population. Une forte mobilisation citoyenne a stoppé cette première phase d'exploration et a empêché toute exploitation.

Nous avons été reçus par des riverains de puits de gaz (vallée du Saint-Laurent). Ceux-ci refusent toute exploitation des Gaz et pétrole de schiste. Ils sont encore très éprouvés par le souvenir des travaux de forages et de fracturation :

présence de lumière 24h/24,

bruit des équipements de forage 24h/24

flotte de camions (3 camions par heure, 24/24) pour acheminer le matériel, les produits chimiques et l'eau !

Nous avons assisté à une conférence de Marc Brullemans (biophysicien) le danger de la remontée en surface de métaux lourds (uranium, baryum, arsenic, etc.) a été mis en évidence.

Il nous a informé que l'intégralité des 18 puits fracturés au Québec fuient aujourd'hui. On trouve du méthane autour de chaque puits.

Depuis plus de deux ans, le géologue québécois Marc Durand met en garde contre l'absence d'étanchéité des puits avec ses dangers afférents.

Les riverains des puits de GdS, très inquiets de ces fuites de méthane, craignent une contamination de l'air et de l'eau.

Ils assistent également impuissants à la dévaluation de leur maison.

Simultanément, le montant des primes d'assurance de leur bien immobilier augmente en raison de la présence d'un puits dans le voisinage. Au sentiment d'être injustement lésé se rajoute la peur que les « gazières » reviennent....

En Pennsylvanie nous avons pu appréhender la réalité des risques sanitaires liés au fracking et à une exploitation intensive de 12 ans. Dans de nombreux villages (Dimock, Montrose, etc) la contamination de l'eau potable n'est pas un mythe. Nous avons rencontré Ray Kemble, à Dimock. Son eau est impropre à la consommation depuis trois ans. Aujourd'hui il est approvisionné en eau potable par la compagnie Cabot Oil comme environ mille autres foyers. Cabot Oil a prévu de fournir l'eau gratuitement pendant trois ans. Ensuite, l'eau devra être achetée à la ville voisine. En livrant de l'eau potable aux riverains, les compagnies gazières reconnaissent implicitement leur responsabilité. Les analyses d'eau de Ray attestent de la présence d'éléments tels que benzène, méthane, baryum, radium, uranium, arsenic...

Nous avons vu sillonné le canton de Bradford et avons constaté les multiples plateformes de forage et les stations de compression de gaz qui défigurent le paysage. De larges trouées dans les forêts permettent le passage de gazoducs. Les nombreux sites de stockage des eaux de fracturation, sont implantées à l'air libre, proche des habitations.

Nous avons rencontré des représentants de la compagnie Cabot Oil qui minimisent les impacts du fracking et mettent en avant l'indépendance énergétique

Nous avons assisté à des présentations sur:

les risques sanitaires par le Dr Adam Law (membre de Physicians, Scientists & Engineers for Healthy Energy)

les conséquences sociales et psychologiques de cette industrie sur les riverains par Diane Siegmund (psychologue clinicien)

les constatations d'un médecin, Alfonso Rodriguez, à Montrose, dont les patients riverains sont atteints de différents troubles endocriniens, respiratoires et neuromusculaires... Des études sanitaires

récentes évoquent des cas de leucémie. Le professeur Picot auteur du rapport éponyme a confirmé la nature cancérigène de certains produits injectés dans les fluides de fracturation.

Les emplois créés par cette industrie sont nomades. L'économie locale est ponctuellement dynamisée au cours de la période de forage et de fracturation. Après le départ des ouvriers, il ne reste qu'une tête de puits avec ses fuites dont plus personne ne se préoccupe à part des riverains lésés, abusés, inquiets pour leur avenir et leur santé, face à un désastre écologique irréversible.

Elisabelle Bourgue
Présidente de No Fracking France.